

LA CLASSE OUVRIÈRE AMÉRICAINE, GREAT AGAIN ?

Le choc des images de la semaine dernière montrant le Capitole à Washington – équivalent de notre Chambre des députés – assailli et occupé par des milliers de manifestants organisés et équipés pour y faire du grabuge, n'a pas fini de faire réfléchir. Dans le beau monde politique, toutes tendances confondues et jusqu'à Marine Le Pen, on s'est indigné de la violence et des règles démocratiques bafouées. Certains ont même crié à l'infamie ! Pourtant, que les classes populaires fassent à l'occasion irruption dans des lieux de pouvoir qui décident de leur vie n'est pas en soi scandaleux ! Ce qui inquiète en revanche, c'est que ces envahisseurs appartiennent pour l'essentiel à des groupes d'extrême droite racistes blancs, machos, porteurs d'idées sociales obscurantistes, pour tout dire « fachos ».

Certains portaient des T-shirts nazis. Ils avaient été chauffés à blanc et appelés à marcher sur le Capitole par un Trump jusqu'au-boutiste, persistant à contester les résultats de l'élection présidentielle.

Un signal d'alarme...

Ces scènes de Washington ont renforcé chez bien des travailleurs, ici, l'image d'un président « dingue » à la tête d'un pays où tout serait « dingue ». Jugement hâtif ! Depuis son élection en 2016, Trump, qui a derrière lui une carrière d'affairiste véreux, s'est attaché par des rodomontades nationalistes et protectionnistes une base électorale en partie populaire qui voit en lui une force antisystème. Là est le problème, car il est au contraire l'image même du système capitaliste ! Son calcul politique, après avoir nié sa défaite (mais engrangé quand même 75 millions de voix), est probablement de ne pas passer le reste de sa vie à faire du golf en Floride et de s'appuyer sur ce milieu militant d'extrême droite pour un come-back ultérieur. Quitte à ne pas s'embarrasser des règles de la démocratie bourgeoise. De Gaulle non plus ne s'en était pas

embarrassé quand il est venu au pouvoir en 1958 en s'appuyant sur un putsch militaire à Alger. Trump et ses sbires n'ont pas voulu prendre le pouvoir, mais faire néanmoins un coup de force, et s'afficher ainsi comme candidats pour un futur pouvoir, pourquoi pas fascisant. Forts de l'appui populaire qu'ils croient avoir.

Républicains et Démocrates : adversaires mais pas ennemis !

Du côté des élites politiques, c'est la dénonciation générale du coup de force. La moitié des élus républicains se détournerait de Trump... mais pas l'autre moitié ! À noter qu'aucune des forces de police pourtant présentes au Capitole (police du bâtiment, de la ville, fédérale et autres) n'a fait barrage. Sur des images, on voit même des policiers enlever les barrières pour faciliter le passage des manifestants – ce qu'ils n'auraient évidemment pas fait s'il s'était agi de manifestants du mouvement *Black Lives Matter*.

C'est à l'image des complicités politiques, car, par-delà leurs affrontements, démocrates et républicains américains contribuent à maintenir un ordre social inégalitaire dans lequel les Blancs dominent les Noirs, les hommes les femmes, et où, surtout, les milliardaires et Wall Street récoltent les gains de ces divisions en exploitant le monde du travail à outrance, quels que soient les sexes et les couleurs de peau.

Les nôtres sont des millions

Biden, pas plus que Trump, ne défendra les travailleurs, même s'il désigne comme ministre du Travail un ex-syndicaliste ! Les illusions populaires envers ce politicien tout dévoué durant sa longue carrière aux intérêts capitalistes ne sont pas grandes. Dans un pays où la situation sociale est très fortement dégradée par les conséquences d'une pandémie qui a fait 370 000 morts, l'extrême droite n'est pas la seule – fort heureusement – à pouvoir peser.

Aux États-Unis, l'année a été marquée par des mobilisations. S'ils étaient 10 000 à 20 000 à monter au Capitole mercredi dernier, ils étaient au total 25 millions à se mobiliser contre le racisme et les violences policières il y a encore quelques mois, c'est-à-dire à condamner à leur façon un ordre social inégalitaire intolérable. L'avenir reste à ces millions-là !

Tous attaqués, tous concernés

Nous croulons sous le travail, un nouveau confinement va peut-être survenir, mais pour la direction, la priorité est de préparer la réorganisation du 11^e.

Entre 13 et 16 emplois supprimés, c'est à dire du travail en plus pour tous, des jours de repos en moins et la mixte généralisée : c'est intolérable.

À cette attaque contre tous, il faut répondre par un grand « non » !

On garde la ligne !

Noël et nouvel an sont passés, mais le flot de colis continue : aux lignes motorisées, nous en avons souvent entre 40 et 50. Malgré ça, la direction n'hésite pas à nous mettre en sécable pour ne pas embaucher. Et elle voudrait encore supprimer trois ou quatre lignes avec la réorg du 11^e ?

Mais c'est tout le contraire qu'il nous faut !

Une urne vide pour montrer notre désaccord

Dès ce mercredi, au plateau 11, la direction veut organiser un vote bidon entre deux régimes de travail : dans les deux cas, nous perdons beaucoup d'emplois et de jours de repos. Et tous les facteurs en mixte, ça on n'aurait pas le choix !

Nous n'avons rien choisi de tout ça et nous n'en voulons pas. Le seul vote qui vaille c'est : pas de réorg du tout. Et pas un seul collègue, titulaire ou précaire, mis à la porte.

Pressés de quoi ?

Alors que tous les ans les feuilles de congés d'été arrivent en retard, cette année, la direction est très pressée. Elle veut nous les donner tout de suite. Mais nous ne savons même pas quand et où nous pourrions partir avec l'épidémie qui continue !

Leurs priorités ne sont vraiment pas les nôtres.

C'est fort de café !

Avec la campagne Nespresso, nous croulons sous les petits paquets qui, souvent, ne rentrent pas dans les boîtes à lettres. Nous perdons du temps à les aviser, tout comme les usagers qui doivent faire la queue au guichet pour les retirer. Le café ça se mérite !

Solidarité avec Gaël

Gaël Quirante, secrétaire SUD Poste 92, a été licencié en avril 2018 sur décision de Muriel Pénicaud, ministre du Travail de l'époque (et ex-DRH du groupe Danone). Son licenciement avait pourtant été refusé à plusieurs reprises par l'inspection du travail et le tribunal administratif.

La seule « faute » reprochée à Gaël par Muriel

Pénicaud, c'est son activité syndicale.

Exigeons sa réintégration ! Une manifestation est organisée le 14 janvier à 9h30 au RER Cergy Préfecture pour l'accompagner au tribunal de Cergy, qui doit se prononcer sur cette réintégration.

La source du profit

Le sociologue Nicolas Jounin, qui sort un livre sur le travail à La Poste en février, a diffusé sur Facebook la courbe des évolutions du chiffre d'affaires et des effectifs. Pour les recettes : une courbe qui monte de + 40 % en 15 ans. Pour les effectifs, une descente abrupte : - 30 %.

Une courbe qui montre bien que la baisse du courrier n'est qu'un prétexte pour tirer plus de profits sur notre dos en supprimant des emplois.

Vaccins ?

Après avoir théorisé la lenteur, le gouvernement veut accélérer les vaccinations. On atteint à peine 100 000 vaccinations (contre 200 000 en Espagne, plus de 400 000 en Allemagne et en Italie, 1,5 million au Royaume-Uni).

Le vaccin soulève toujours certaines interrogations, voire inquiétudes, bien au-delà des « anti-vax ». Il faut dire que la défiance envers un gouvernement, qui a brillé par sa gestion chaotique de la crise est bien légitime.

La pandémie mondiale a précipité la course au vaccin, mais pas uniquement pour de bonnes raisons : les grands laboratoires y ont vu un débouché juteux, bien abreuvés par les gouvernements. Le problème est toujours celui d'un système tourné vers le profit de quelques-uns plutôt que vers l'intérêt – et la santé ! – du plus grand nombre.

Mais est-ce suffisant pour se défier de ce vaccin à la technique prometteuse, aux dires des chercheurs et médecins, et étudiée depuis des années ?

Aujourd'hui se pose surtout la question du rythme de vaccination pour espérer sortir au plus vite d'une situation qui fait des milliers de morts et nous empoisonne la vie.

Si nous dépendons pour cela du manque de centres de vaccination et de capacités de production, c'est par l'incurie du gouvernement et du fait que chaque laboratoire espère garder pour lui sa part du gâteau. Il serait temps de faire d'autres choix, en mobilisant sous contrôle de la population les capacités de l'industrie pharmaceutique dans son ensemble... et en débarrassant la santé de la concurrence et du profit !

